

« Refondation de la filière nucléaire »

Réaction FO Énergie et Mines



La Présidence de la République a fait hier des annonces structurantes pour la filière nucléaire qui suscitent les réactions suivantes de FO Énergie et Mines :

Le communiqué admet que cette « filière est essentielle à l'indépendance énergétique de notre pays et à la production d'énergie décarbonée » : c'est un point positif. Pour être en cohérence avec ces principes, le gouvernement doit revoir les dispositions du projet de loi de transition énergétique réduisant la part du nucléaire à 50 % à l'horizon 2025 et la fermeture de Fessenheim. À défaut, sa duplicité serait démontrée.

Il est indispensable d'améliorer le fonctionnement de la filière : FO soutient l'idée d'un partenariat stratégique entre EDF et AREVA.

La solution arbitrée de la reprise par EDF d'Areva NP est en réalité une demande de Bercy. Elle n'est pas dictée par des

considérations industrielles, mais par des considérations financières visant à limiter au maximum la recapitalisation d'AREVA par l'État. FO dénonce les pressions de l'État dans ce dossier sur EDF.

Le communiqué précise que « ce projet doit permettre à EDF et AREVA de mener les discussions en vue de réduire les risques des grands projets en cours portés par AREVA ». Cette proposition a trait au chantier finlandais ; EDF avait affirmé qu'elle se refusait à prendre ce risque. L'État qui a validé ce contrat doit en assumer les responsabilités : elles ne sont pas du ressort d'EDF.

Le communiqué indique « qu'AREVA et EDF finaliseront les principes de ce projet dans un délai d'un mois, dans le respect des règles de gouvernance ». FO remarque que ces règles de gouvernance ont été mises de côté dans ce dossier. Le délai d'un mois est en outre surréaliste.

« Refondation de la filière nucléaire »

Réaction FO Énergie et Mines

Le communiqué ne dit rien sur le financement d'AREVA NP par EDF. Or, pour les personnels déjà sous pression, c'est évidemment une source d'inquiétude. FO demande, au cas où le gouvernement imposerait sa décision, que l'État renonce à une année de dividendes en cash et réduise très fortement leur niveau général, suivant les préconisations de la Cour des Comptes.

Le communiqué ne dit rien des risques d'exécution du choix gouvernemental, notamment en termes de concurrence. FO craint particulièrement que la Commission Européenne n'exige des contreparties n'ayant rien à voir avec ce dossier.

Le communiqué prévoit que « dès à présent, les activités de conception, gestion de projets et commercialisation des réacteurs neufs d'EDF et d'Areva seront rapprochées dans une société dédiée ». Cette formulation inquiète les personnels de l'ingénierie d'EDF, notamment du CNEN, car aucune garantie n'est donnée quant au maintien de leur statut et de leur appartenance à EDF SA.

## EN CONCLUSION

FO Energie et Mines continue à demander qu'un large débat ait lieu sur l'organisation de la filière dans l'intérêt du pays, des entreprises et des personnels, en vue de permettre un choix serein et d'examiner les différentes solutions possibles. L'avenir du nucléaire mérite mieux que des décisions précipitées et dictées par une logique financière.

## Contact

Secrétariat Général  
Email : [secretariat.general@fnem-fo.org](mailto:secretariat.general@fnem-fo.org)  
Tel. : 01 44 16 86 22